

LA BROUETTERIE
DUMANEL-LARDE
 68, Grande-Rue, ROUBAIX
 consent actuellement de
 gros sacrifices sur ses
 prix, car elle va s'instal-
 ler, dès que possible,
 dans son immeuble,
 Place de la Liberté,
 N° 2, Café de «La
 Triboulette».

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Nord et limitrophes... 3 mois, 12.00; 6 mois, 24.00; 1 an, 50.00. France et Belgique... 14.00; 37.00; 63.00. Union postale... 22.00; 43.00; 82.00.

REDACTION-ANNONCES: ROUBAIX: 71, Grande-Rue, Tél. 34 et 1906. Inter, 1199. TOURCOING: 33, rue Carnot, Téléph. 37. Chèques postaux 57 Lille.

Le coup de grâce

La Conférence du Quai d'Orsay doit parachever l'œuvre entreprise à Londres (Clementel dit). Cette déclaration n'est guère rassurante. La volonté constamment marquée par le gouvernement du Cartel dans sa politique extérieure en particulier, doit nous enlever toute illusion. Tous nos espoirs sont déçus, la politique de M. Herriot, c'est la conception... à perpétuité. Mac Donald, le germanophile, avait accepté que la question des réparations et celle des dettes interalliées fussent solidement traitées. Aujourd'hui, les Anglais et les Américains entendent fort bien de nous faire payer une somme supérieure à notre créance sur l'Allemagne. Bien plus, on exige le partage des revenus de la Ruhr. Caricatures de détail: ceux-là mêmes qui réclamaient leur quote-part prétendaient que cette opération ne devait rien rapporter. Ne va-t-on pas jusqu'à demander le contrôle des comptes de notre armée d'occupation. Notre confrère M. Romier proteste énergiquement contre cet affront. Il écrit dans «La Journée Industrielle»:

« Alors, après avoir lutté pendant des mois contre les manœuvres de Cuno, soutenu par lord Aberdeen, le général Degoutte fournirait à l'Angleterre un relevé de ses frais de savon à barbe et papier buvard! Voyons, Monsieur Herriot, voyons, Monsieur Clementel, la France doit envoyer promener les gens quand on se moque d'elle. Les valets de chambre eux-mêmes ont droit à des cigares. Or, nous ne sommes pas des valets de chambre. »

Non seulement nous n'envoyons promener personne, mais nous admettons qu'on mette en discussion des comptes bien établis. On n'est plus d'accord sur notre pourcentage, on exige sur la priorité belge. M. Clementel n'élève pas la voix et ne semble nullement étonné. Les délégués anglais et américains, qui ne sont pas des palabrums mais des hommes d'affaires (nous allions dire des hommes d'argent), prêtent à cœur joie de cette aménité regrettable. Nos insatiables créanciers voudraient obtenir de nous le règlement de notre dette, et de la dette allemande par surcroît.

C'est pour arriver à ce pitoyable résultat que la France a servi de repart pour l'Allemagne: on veut, sur ses ruines, se partager ses débris. Nos alliés ont oublié que nous avons fait la guerre pour eux comme pour nous. Ont-ils le droit de faire la paix pour eux seuls? Un journaliste du Cartel nous a écrit: « Être frère d'armes, ce n'est pas avoir le plaisir. La camaraderie a vécu, faisant place à la cupidité. »

JEAN REBOUX.

Les grandes lignes du projet de loi sur les Assurances sociales devant le Sénat

Par un récent communiqué officiel, le gouvernement a fait savoir qu'il demanderait au Sénat de hâter le vote des assurances sociales. Or, le rapporteur du projet, M. le sénateur Chauveau, président de la commission d'hygiène du Sénat, a fait, devant cette distinguishede assemblée, son projet, clair et pratique, condensé en 67 articles, est sur le point d'être adopté par la commission.

Les mêmes risques que l'ancien projet seraient garantis, les prestations seraient plus élevées. On parle d'un capital de 1.000 à 2.000 francs au décès de l'assuré, d'une pension minimum d'invalidité de 1.200 francs, d'une pension de vieillesse atteignant le chiffre normal de 0/0 du salaire sur 3.200 francs pour un salaire moyen de 8.000 francs.

LE MARECHAL PETAIN A MARSILLE
 Marseille, 9 janvier. — Le maréchal Pétain, accompagné de Mme Pétain, est arrivé à Marseille. Il a été salué, à son arrivée, par le général Mangin, commandant le 15^e corps d'armée. Le maréchal s'embarquera samedi pour Dakar.

LES CHANGES

	Jeudi	Vendredi
Livre	88.58	89.20
Dollar	18.58	18.66
Belgique ..	92.675	92.95

LES CONFÉRENCES de la Ligue Républicaine Nationale
 La Ligue Républicaine Nationale communique la note suivante:
 La campagne de conférences, de réunions et de fanfares que la Ligue républicaine nationale va entreprendre dans toute la France, commencera dimanche prochain 11 janvier, à Roubaix. M. Alexandre Millerand prononcera un grand discours politique dans lequel il exposera le programme de la Ligue.
 Dans le courant de janvier, réunions à Melun, Melun (Avezoy), Compiègne (Vosges).
 En février, réunions à Chateaudun, Le Puy, Roanne, Nogent-le-Rotrou, Marseille, Beauvais, Evreux, Perpignan, etc.
 En mars, réunions à Chartres, Bordeaux, Roubaix (Drôme), Aray (Morbihan), Amiens, Arras, Chalon-sur-Saône, Montpellier, etc.
 En avril, réunions à Toulouse, Versaille, Montbéliard, Carcassonne, Limoges, Bercy, Saint-Denis, Épône, etc.
 Enfin, au commencement de mai, avant les élections municipales, grande réunion publique à Paris.
 A ces manifestations prendront part des membres du comité directeur de la Ligue républicaine nationale. M. Millerand prendra sans doute la parole à Melun, Bordeaux, Versailles et Paris.

DEUX SAGES MESURES

Les pouvoirs publics viennent de décider deux excellentes mesures que nous avons fait connaître hier:
 Le Gouvernement a préparé un projet de loi concernant la fabrication et la vente des armes.
 Le Préfet du Nord rappelle aux étrangers résidant en France qu'ils doivent s'abstenir de toute agitation politique.

Il est normal que, dans une nation polioée, n'importe qui, jeune homme, malheureux, déçu, libre, révolutionnaire, put entrer en possession d'une arme sans se faire connaître. L'état d'effervescence politique où nous nous trouvons; des drames récents, politiques ou privés; des événements possibles ou ébauchés, ont amenés le Gouvernement à soumettre au Parlement un projet d'élémentaires précautions que celui-ci, nous n'en doutons pas, se hâtera de sanctionner.

A condition, bien entendu, que soit rendue impossible toute ingérence politique dans les autorisations d'achat qui devront être accordées ou refusées par les autorités administratives pour les revolvers et pistolets automatiques. Car, dans la main de certains représentants du pouvoir, le revolver alors pourrait être mis que le mal.

En ce qui concerne l'attitude des étrangers en France, il appartenait au Préfet d'un grand département frontière tel que le Nord, où la population cosmopolite est très élevée et contient bien des éléments subversifs, de rappeler des règles un peu trop oubliées.
 A cet égard, nous n'avons que des paroles de bon sens. Aucune nation n'est plus hospitalière que la France: aucune province plus hospitalière que le Nord. Faut-il pour cela que les invités commandés dans la maison? Faut-il que nos hôtes se mêlent à nos luttes intestines, à nos scènes de ménage, pour les évincer. L'ami qui agit de la sorte viole les lois de l'hospitalité et se fait mettre à la porte.
 C'est ce que M. le Préfet du Nord apprend ou rappelle aux nombreux étrangers qui vivent dans le Nord.
 Un paisible habitant de nos pays, notamment connu, ne peut détenir chez lui des pigeons-voyageurs, s'il est belge et par conséquent étranger, et un étranger venu espérer chez nous pour cela, n'aurait le droit de fonder une révolution, un coup d'Etat? C'est surtout cela qui ne doit pas être permis.
 Nos hôtes étrangers qui entendent conserver sur le sol de France la discrétion voulue ne se frotteront pas de la mesure prise par le Préfet du Nord. Elle ne les vise pas. Elle les distingue nettement, au contraire, des autres.
 Quant à ceux-là, puissent-ils comprendre que les Français entendent rester maîtres chez eux.

LA FORTUNE DES ETATS-UNIS 185 DOLLARS PAR TETE D'HABITANT

New-York, 9 janvier. — Des statistiques publiées par l'Association des banquiers américains montrent que les dépôts d'argent dans les divers banques d'épargne des Etats-Unis atteignent maintenant le total de 20,960 millions de dollars, contre 8,500 millions de dollars en 1912, soit une augmentation de plus de 150%.

Les mêmes statistiques indiquent que la fortune par tête d'habitant aux Etats-Unis est aujourd'hui de 153 dollars, contre 85 dollars en 1912.

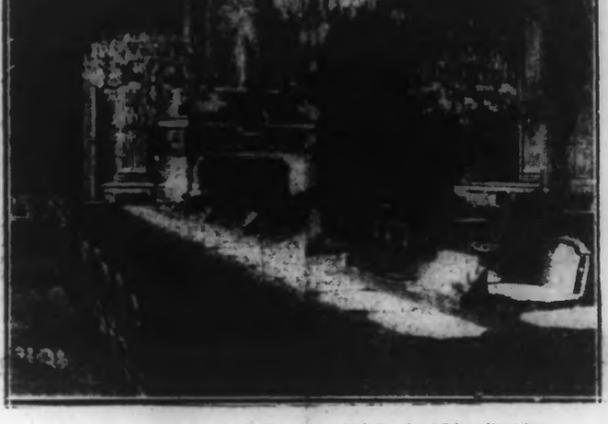
"Vous ne voulez pas nous laisser botcheriser la France? Fascistes!"

Tout le monde connaît le truc classique du malfacteur qui s'enfuit, son coup fait, et crie lui-même: «Au voleur!» afin de détourner les soupçons.
 Les communistes, en France, emploient ce truc-là. De moment où les sujets de Moscou renouent sur leur route de braves gens qui veulent, comme c'est leur devoir, les empêcher de mettre à feu et à sang la terre que nous habitons, et d'y installer leur repaire asiatique qui serait la plus lointaine et la plus criminelle des réactions, ils crient à ce signal:
 «Vous êtes des fascistes! C'est vous qui nous provoquez...»

Pour un peu, ces innocents loups communistes appelleraient les gendarmes à leur secours contre les terribles agresseurs qui sont si défendus... Ah! mes petits agresseurs, vous ne vous laissez pas manger en douceur? Fascistes!
 Vous, catholiques, vous ne voulez pas de l'avènement du nationalisme absolu, du règne de la Ety, comme en Russie? Fascistes!
 Vous, patriotes, vous ne voulez pas que la France perde son indépendance avec son nom pour devenir une section de la République universelle des Soviets, autrement dit une colonie de l'Empire russo-asiatique? Fascistes!
 Vous, démocrates, vous voulez conserver le suffrage universel, la souveraineté du peuple et autres blagues? Fascistes!
 Et vous aussi, socialistes et syndicalistes, vous entrez dans la danse? Vous faites la poubelle? Vous «propagandez» nos méthodes? Fascistes comme les autres!
 Fascistes, tous les honnêtes gens qui ont horreur des crimes commis en Russie!
 Fascistes, tous ceux qui ont peur de se laisser botcheriser par les communistes!
 Fascistes, tous ceux qui ont peur de se laisser botcheriser par les communistes!

La Conférence financière de Paris

UNE REUNION AU QUAI D'ORSAY



La salle des réunions de la Conférence, au ministère des Affaires étrangères

Paris, 9 janvier. — Une conférence a eu lieu, ce matin, au ministère des Affaires étrangères, sous la présidence de M. Edouard Herriot, sur les problèmes financiers actuellement en discussion.
 Y assistaient: M. Clementel, ministre des Finances; M. Bérenger, rapporteur général de la Commission des finances du Sénat; M.

Lucien Hubert, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre; M. Violette, rapporteur de la Commission des Finances de la Chambre; MM. Louchet et Louis Marin, anciens ministères; M. Léon Blum, député; M. Borgery et Aron, membres de la délégation française à la conférence financière interalliée.

M. LOUIS BARTHOUL est parti pour Bruxelles

Paris, 9 janvier. — M. Louis Barthou, président de la délégation française des réparations,



M. BARTHOUL

est parti pour Bruxelles.

AU MAROC LES ESPAGNOLS REMPORTENT UNE VICTOIRE

Madrid, 9 janvier (officiel). — Au cours d'une campagne organisée dans la région de Melilla, l'ennemi a subi de grosses pertes. Trois camps importants des Beni-Sail ont été capturés.

LES LIBERTÉS RELIGIEUSES

UNE GRANDE REUNION A AIX
 Marseille, 9 janvier. — Mgr Rivière, archevêque d'Aix et le général de Castelnuovo ont présidé dimanche, à 14 heures, à Aix, une grande réunion à l'issue de laquelle sera créé un comité diocésain adhérent à la Fédération Nationale Catholique.

DE LA BIÈRE EN PASTILLES

On vient de recevoir à New-York des échantillons d'une nouvelle préparation allemande sous forme de comprimés qu'il suffit de mettre dans un baril d'eau pour obtenir en quelques heures après fermentation une bière comparable à celle de Pilsen ou de Munich. Des milliers de ces comprimés ont immédiatement été commandés à Berlin, la loi telle qu'elle est interprétée actuellement, n'interdisant pas l'importation de produits de ce genre. On se demande cependant si les autorités publiques n'essaieront pas de prendre des mesures pour en interdire la vente.

Le catalogue blanc 1925 des Grands Magasins du LOUVRE de Paris est paru. Examinez-le. Vous trouverez des prix de gros, des cours de vie moins chère.
 Comparez-le. Vous vous assurez d'un choix incomparable.
 Le bureau de commandes des Grands Magasins du LOUVRE, 1, rue de la Clef, à LILLE, Téléphone 33-62, doit l'organisation à fait ses preuves, vous documentera et vous déservira avec la plus grande célérité possible.

Le prétendu attentat fasciste contre «La Quotidien» et «l'Humanité»

Sous le titre «Le mystère du cabinet 29», l'Action Française, mise en cause dans l'affaire d'un attentat fasciste dirigé contre le «Quotidien» et l'«Humanité», écrit que le cabinet 29 est celui de M. Barraud, chargé de la direction de l'Instruction publique et de l'Instruction d'Etat.
 Après avoir résumé l'affaire Constant à qui 300.000 francs auraient été offerts pour faire passer les bureaux du «Quotidien» et de l'«Humanité», l'Action Française écrit: «M. Barraud, l'ancien directeur de l'enseignement primaire, ne peut être le mystère du cabinet 29. L'Action Française a donc d'ailleurs un malheur, c'est que le nom de Constant est complètement inconnu de nos organisations, aussi bien de l'Alliance A. F. qu'on soit admis les étrangers, que de la Ligue, réservée aux seuls Français.»
 A la dernière heure, on nous dit que Constant aurait été placé, dans un de ses derniers emplois, par l'Office de placement de l'Action Française (travaux aujourd'hui à P. C. E.). Nous vérifierons ce matin, mais l'Office de placement, œuvre de bienfaisance sociale, simple intermédiaire entre les offres et les demandes d'emploi, et qui n'est le plus souvent aux employeurs le soin de prendre leurs renseignements, est ouvert à tous ceux qui s'adressent à lui et non pas seulement à nos amis. Si donc, à défaut de Constant, il y avait eu un autre mystère, ce serait à l'Action Française, et non à ses adversaires, à être chargé à nous rendre un piège, d'ailleurs coupé de si blanc.

La natalité diminue en Angleterre

Manchester, 9 janvier. — L'ancien directeur de l'Instruction publique du comté de Londres, parlant à une conférence sur l'enseignement primaire, a fait observer que le budget de l'Instruction publique montre que cette année, le nombre des enfants des écoles primaires en Grande-Bretagne a diminué d'un million comparativement à la période 1910-11. Les naissances vont en diminuant également, de sorte qu'en 1924, il y aura probablement deux millions de travailleurs en moins.

P. LEON BERARD candidat à l'Académie Française

Paris, 9 janvier. — M. Léon Berard vient d'adresser à la Compagnie une lettre de candidature.



M. LEON BERARD

La prochaine session parlementaire s'ouvrira le 13 janvier

A LA CHAMBRE

C'est le mardi 13 janvier que s'ouvrira de droit la session ordinaire du Parlement pour 1925.
 La séance de rentrée sera consacrée, à la Chambre, à l'élection du bureau, sous la présidence du doyen d'âge, M. le docteur Pinard, député de la Seine.

L'ELECTION DU PRESIDENT AU SCRUTIN PUBLIC
 L'élection du président aura lieu, pour la première fois, au scrutin public. Au-dessous du nom du candidat, chaque député devra apposer sa signature. Tout bulletin non signé sera déclaré nul. L'«Officiel» publiera le lendemain le tableau du scrutin; avec les noms des députés ayant pris part au vote, il sera donné la liste de ceux qui se seront abstenus ou se seront trouvés en congé, et aussi les noms de ceux dont on aura pu déchiffrer la signature, et ceux-là seront inscrits à l'«Officiel» sous la rubrique «Illégitimes».

Après l'élection du bureau, la Chambre aura à désigner ses candidats aux grandes commissions, et cette formalité occupera vraisemblablement toute la semaine.
 C'est donc que le mardi suivant, 20 janvier, que reprendront réellement les travaux législatifs.

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Il importera tout d'abord de discuter le budget des affaires étrangères, le seul qui reste à examiner du budget des dépenses. Ce budget donnera certainement lieu à un grand débat de politique extérieure, étant donné les nombreuses questions qu'il soulève, notamment: la suppression de l'ambassade au Vatican; l'établissement de rapports officiels avec les Soviets; l'évacuation de Cologne et de la Ruhr; le protocole de Genève et le problème de la sécurité. On ne compte pas moins de trente articles qui se sont fait inscrire pour prendre part à la discussion.
 Le budget des dépenses vote, on abordera celui des recettes et il faut s'attendre que cette discussion mènera la Chambre jusqu'à fin février.
 Entre autres questions qui seront soulevées au cours de la session, il en est une, celle du rétablissement du scrutin d'arrondissement, que nous devons signaler. Ce mode de scrutin, accepté par le cabinet Herriot et déjà voté par le Sénat, a été adopté, à son tour, par la commission du suffrage universel de la Chambre.
 On assure que les socialistes, restés en majorité favorable à la représentation proportionnelle, insisteront auprès du président du Conseil pour qu'il n'engage pas sa responsabilité sur le vote du scrutin d'arrondissement. Il y aura à cet égard, à la Chambre, de trancher ce litige.

Les élections municipales auront lieu le 3 mai

La session durera jusqu'à Pâques. Les diverses commissions, en outre, examineront car il faudra s'occuper des élections municipales qui auront lieu le 3 mai.
 Nos parlementaires, il est vrai, pourraient rattraper le temps perdu en prolongeant la session suivante au-delà du 14 juillet.
 Mais dans ce mois de juillet se produiront les élections cantonales, qui préoccupent tous les députés et sénateurs.
 Les deux sessions de la première moitié de 1925 seront donc brèves.

AU SENAT

Au Luxembourg, la séance de rentrée sera également présidée par le doyen d'âge, c'est-à-dire, sauf empêchement, par M. Gustave Denis, sénateur de la Mayenne, qui est dans sa quatre-vingt-onzième année.
 M. de Selves, président sortant, aura comme concurrent M. Bienvenu-Martin, candidat de la gauche démocratique.

UN CRIME MYSTÉRIEUR DANS LA LOIRE-INFÉRIEURE

LA MÈRE DU MARQUIS DE LA BILIAIS ASSASSINÉE
 Paris, 9 janvier. — Une petite localité, située aux environs de Nantes, le village de Paulx, a été le théâtre d'un crime dont la victime est la mère du marquis de la Biliais, officier, conseiller général du canton de Machecoul et maître de Saint-Etienne de Mer Morie, demeurant au château de la Carrière.
 Mère de la Biliais, âgée de 54 ans, habitait en compagnie de sa bonne, Marie Musseau, âgée de 24 ans, une petite maison, située à 1 kilomètre de Paulx; elle allait, tous les matins, entendre la messe.
 C'est à 6 heures du matin que sa domestique a découvert dans une chambre voisine du grenier, près d'une rebelle et d'un étagé au revers, le corps de sa maîtresse, la tête fracassée.
 Le parquet de Nantes a couché un crime. Dans une armoire, on a découvert une somme d'environ quatre-cents francs; dans les autres, rien n'était dérangé. Il semblerait donc, au moins au premier examen, que le vol n'aurait pas été le mobile du crime.
 L'examen auquel le médecin légiste se livra du corps de la défunte, permit, d'autre part, de découvrir que celle-ci portait à la nuque des traces de coups qui avaient échappé aux premières investigations.
 On ne trouve en présence d'un drame encore mystérieux.
 De fortes présomptions pèsent sur la bonne, bien qu'il semble étonnant qu'elle ait elle-même prévenu les voisins.
 La flotte Wrangel sera vendue et démoie

L'AGITATION POLITIQUE EN ITALIE

FAUX BRUIT A BERLIN D'UN ATTENTAT CONTRE M. MUSSOLINI
 Paris, 9 janvier. — Le bruit a couru, ce matin, à Berlin, que M. Mussolini aurait été victime d'un attentat.
 Nous sommes en mesure d'affirmer, dit l'«Agence Havas», qu'à 12 h. 30, M. Mussolini a téléphoné personnellement à Paris, au représentant italien de la Conférence financière.
 So NOUVELLES ARRESTATIONS A FLORENCE
 Rome, 9 janvier. — D'après la «Tribuna», la police aurait procédé à une cinquantaine de nouvelles arrestations à Florence, notamment celle du capitaine Calosci, secrétaire de l'Association l'Union spirituelle d'Annunziata. La «Tribuna» a ajouté que 500 perquisitions auraient été jusqu'à présent effectuées à Florence.

L'OPPOSITION LANCE UN MANIFESTE AU PAYS

Rome, 9 janvier. — Les groupes de l'opposition se sont réunis sous la présidence de M. di Cesaro. Quarante-dix députés environ étaient présents.
 M. di Cesaro a lu un appel adressé, au pays dans lequel les groupes de l'opposition expliquent les raisons qui les ont poussés à porter dans leur attitude actuelle.
 Les termes de cet appel ont été approuvés et accueillis par de vifs applaudissements.
CLOTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE
 Dans les milieux fascistes, on assure que la clôture de la session parlementaire aurait lieu dans un mois environ, quant aux élections. Il n'en serait question qu'au mois de novembre prochain.

LA CRISE MINISTERIELLE ALLEMANDE

M. LUTHER FORMERAIT UN CABINET EXTRA-PARLEMENTAIRE
 Berlin, 9 janvier. — Deux versions circulent ce matin à Berlin au sujet de la crise gouvernementale. Les milieux politiques modernes déclarent que M. Marx, après en avoir référé à M. Ebert, poursuivra aujourd'hui ses pourparlers. Il serait parvenu à vaincre la résistance de MM. Luther et von Kaunitz, qui consentiraient à conserver leurs portefeuilles dans le nouveau ministère.
 Celui-ci serait constitué dans la journée et reposerait, au point de vue parlementaire, sur les seuls partis démocratiques et du Centre. On ne sait rien de précis sur la répartition éventuelle des portefeuilles.
 La «Gazette de Voss» déclare, quant à cela, que nos secrétaires d'Etat envisagent pour la grande de leurs ministères respectifs, ont repoussé les propositions qui leur étaient faites par M. Marx.
 D'autre part, les milieux nationalistes considèrent, dès maintenant, que M. Marx échouera aujourd'hui comme hier, et que le président d'Empire chargera M. Luther de former le cabinet extra-parlementaire.

UN SUJET ALLEMAND ASSIGNE LE ROI D'ANGLETERRE

New-York, 9 janvier. — A la cour de New-York, le juge Foster, vice-chancelier de ce tribunal, a rendu un arrêt déclarant que le roi d'Angleterre pouvait être assigné devant les tribunaux civils américains.

LA MORT MYSTÉRIEUSE DE PHILIPPE DAUDET

M. LEON DAUDET AFFIRME QUE L'ARME DU PRETENDU SUICIDE NE CONTENAIT PAS DE CARTOUCHE
 Paris 9 janvier. — M. Léon Daudet a adressé au «Journal des Débats», le texte d'une nouvelle lettre qu'il a envoyée au juge d'Instruction M. Barraud et dans laquelle, en tant que partie civile, il demande:
 1° Le contrepoint de M. Marie Lanneau, Heisage et Paul Guichard, une confrontation de tous les témoins appartenant à la sûreté générale entre eux et avec les témoins de la préfecture de police.
 Au sujet, précise M. Léon Daudet, du taxi stationné devant la librairie, que les premiers ont caché au juge d'Instruction, que les seconds lui ont signalé avec insistance, en fait de cette voiture une description qui s'applique au taxi de Daudet, M. Léon Daudet rappelle que M. Bruzeau, secrétaire du commissariat de M. Benesch, a le 10 décembre dernier, couronné au juge d'Instruction, l'absence de cartouche dans le canon de l'arme du prétendu suicidé, tout comme également couronné par le brigadier Léloussier qui retira le chargeur de l'arme et le remit à M. Bruzeau avec deux autres chargeurs, qui se trouvaient dans la poche de l'ennemi.
 M. Léon Daudet conclut en demandant au juge d'Instruction de faire arrêter au juge la partie civile, qui affirma sous serment que son fils s'était tiré d'un coup de pistolet dans son taxi, alors que le pistolet lui-même fait la preuve qu'il n'y eut aucun coup de feu tiré dans le taxi.
 Il n'est aucunement douteux, dit M. Léon Daudet, que libéré des influences policières, M. Barot, arrêté, parlera et dira la vérité.

UN DRAME A PARIS

Volant se venger, une femme de chambre laisse gravement un chauffeur qui l'avait abandonnée avec un enfant
 Paris, 9 janvier. — Un drame rapide s'est déroulé dans la rue d'Assacroux, non loin de Babouin-Saint-Honoré. Une femme d'une trentaine d'années, Anna Brion, mère d'un enfant, a tiré plusieurs coups de revolver sur le chauffeur du colonel américain O'Connor, nommé Henri Louis, qui l'avait abandonnée, et la blessée très gravement. La victime, transportée à l'hôpital Beaujon, a été opérée par la main de la lingerie.